

MERCREDI 11 MARS 2026

LA DOUANE VEUT ENTRER DANS LE XXI^e SIÈCLE... MAIS SANS LES EFFECTIFS (LIMINAIRE COMMUN GT-FS)



Depuis plusieurs années, l'UNSA Douanes et le CGC douanes le disent : **la douane doit évoluer.**

Les trafics changent, les réseaux criminels se structurent, le numérique, les flux logistiques, les nouvelles technologies bouleversent notre environnement. Alors oui, la douane doit entrer pleinement dans le **21^e siècle**. Et sur ce point, nous ne sommes pas de ceux qui refusent toute évolution.

Les dispositifs présentés aujourd'hui (**GLAT, GOST, SMBI, réseau cyber, NTECH**) montrent que l'administration cherche à adapter notre outil de travail aux réalités des trafics modernes.

Sur le principe, c'est une bonne chose. Mais derrière ces annonces, une réalité demeure.

Toujours la même, toujours la même depuis des années. **Les moyens Humains ne suivent pas. La rémunération, la reconnaissance ne suivent pas plus.**

Chaque nouveau dispositif repose encore et toujours sur les mêmes agents. Les mêmes brigades. Les mêmes services déjà sous tension. On empile les missions, on multiplie les dispositifs, on développe les technologies. Toujours **sans effectifs** supplémentaires et surtout **sans reconnaissance pour les agents** qui mettent en œuvre ces évolutions sur le terrain.

Or ce sont eux qui :

- **prennent les risques lors des interventions,**
- **passent des heures sur les enquêtes,**
- **manipulent les nouveaux outils,**
- **s'adaptent en permanence aux évolutions des trafics.**

La douane ne se modernise pas avec des notes, des doctrines ou des acronymes. **Elle se modernise avec des agents**, formés, reconnus et suffisamment nombreux pour faire fonctionner les dispositifs que l'administration décide de créer.

Notre position est claire et constante. Nous ne sommes pas dans le refus systématique.

Nous accompagnons les évolutions nécessaires de notre administration. Mais nous refusons que ces transformations reposent uniquement sur l'engagement et la bonne volonté des agents.

Certes l'administration des douanes est contrainte par le plafond d'emploi. Elle insiste sur le respect « à l'unité près » des recrutements. Mais respecter un plafond insuffisant ne résout rien. Le problème n'est pas la gestion. Le problème est la décision politique de maintenir un plafond bas.

Si la douane veut vraiment entrer dans le **21^e siècle**, alors il faudra aussi :

- **des recrutements supplémentaires,**
- **une reconnaissance financière des compétences,**
- **et des moyens à la hauteur des ambitions affichées.**

Parce qu'au final, la vraie question est simple :

Quelle douane voulons-nous ? Une administration technologique sous tension permanente, ou un service public humain, formé et renforcé ?

